L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS PAR
JÉROME BAYON.

Jours de publication durant l'été :
MARDI, JEUDI & SAMEDI.

MARDI MATIN, 11 SEPTEMBRE 1832.

TICKET RÉPUBLICAIN.

POUR PRÉSIDENT,
ANDREW JACKSON,
DU TENNESSEE.

POUR VICE-PRÉSIDENT,
MARTIN VAN-BUREN.
DE NEW-YORK.

ELECTEURS DE LA LOUISIANE.
POUR LE PRÉSIDENT ET LE VICE-PRÉSIDENT.

Premier District,	J. B. PLAUCHÉ.
Second District,	THOMAS W. SCOTT,
Troisième District,	TRASIMOND LANDRY,
Quatrième District,	[illegible] MOUTON,
Cinquième District,	PACIDE BOSSIER.

GOUVERNEUR:
J. B. DAWSON.

INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLÉANS, 10 septembre.

Nous avons reçu, hier, des journaux de Tampico, jusqu'au 27 du mois dernier. Voici, en bref de moins, le résumé des nouvelles qu'ils contiennent. Merino, qui marchait sur Orizaba avec une division composée des 3me. et 4me. régimens d'infanterie, a été complètement battu. Santa-Anna a gagné pour de la Borda, et s'est fortifié à Orizaba avec 6 pièces de canons et 4 obusiers. Bustamante devait se mettre à la tête d'une armée, pour marcher contre les états qui se sont prononcés pour sa décheance. On ne dit pas de combien sont ses forces; mais il paraît qu'il y a contre lui, dans l'état de San Luis de Potosi, 6000 hommes de troupes, parmi lesquels se trouve la division de Zacatecas, forte de 1600 hommes. Le général Musquiz a été nommé président *ad interim*, pendant l'absence de Bustamante. MM. Zavala, Salgado et Alpuche sont arrivés à Vera Cruz.

La malle de samedi nous a apporté des journaux de New-York du 24 du mois passé, qui fournissent des nouvelles de Londres du 19 juillet et de Liverpool du 20, reçues à Boston, par l'arrivée du navire *Mary-Ann*. Ces dates sont d'un jour plus fraiches que les précédentes; mais dans les extraits qu'on nous avons sous les yeux, voici tout ce qui nous paraît mériter quelque attention.

On a reçu à Londres, le 19 juillet, l'annonce qu'une division des troupes de don Pédro était à Grigo, forte position militaire—que l'avant-garde était à Yougo, à environ 40 mille de Porto, et que le plan de campagne est de s'avancer jusqu'à Coimbre, d'où les communications avec Figuera donneront à l'armée envahissante la facilité de commander tout le rivage de la mer depuis Porto jusqu'à Figuera. On dit qu'à Porto les personnes influentes se sont déclarées pour doña Maria. La désertion se manifeste dans les rangs de Miguel : en général les déserteurs retournent dans leurs foyers, mais quelques-uns néanmoins ont rejoint les drapeaux de don Pédro, à qui tout semble présager un heureux succès dans cette lutte."

S'il faut en croire le rapport d'un navire arrivé à Falmouth le 17, et qui est passé devant Lisbonne le 12, tout était encore tranquille dans cette ville, à cette date; néanmoins, on y connaissait le débarquement de don Pédro à Porto et la prise de possession de cette ville par ses troupes.

Le *Courier* dit que d'après des rapports authentiques de St-Pétersbourg, les atroces cruautés des Russes en Pologne, dont les journaux retentissent, ne sont que trop démontrées. Ce journal ajoute que la Prusse et l'Autriche désapprouvent une conduite si contraire à l'esprit de notre siècle ; mais qu'importe cette stérile désapprobation qui n'ira pas même, peut-être, jusqu'à donner lieu à quelques représentations au cabinet russe, ou qui, tout au plus, se bornera à cette vaine formalité par laquelle les rois se dispensent d'avoir une sme. Malheureux les peuples sur lesquels s'appesantit un joug de fer en Europe ! il n'y aura pas de cœur pour répondre au râle de leur agonie, aussi-long-temps qu'il y aura un Bourbon en France. La Prusse et l'Autriche ne consentiraient pas même à l'intervention d'une autre puissance ; comment donc voudraient-elles commencer elle-mêmes cette intervention ; elles sont au contraire toutes disposées à unir leurs efforts à la Russie pour anéantir ce peu qui reste de liberté autou d'elles.

Les journaux de New-York, par la malle d'hier, sont du 27 août. Il y a en dans ce port du nouvel arrivage d'Europe, l'*Orbit*, capitaine PAGE, y a apporté des nouvelles de Liverpool du 21 juillet et de Londres du 20.

Voici le rapport sur le choléra à Liverpool:

19 juillet	94 cas nouveux.	25 décès
20.	78.	26.

La *Chronicle* de Liverpool dit que la maladie s'est accrue au point que l'hôpital des cholériques est devenu insuffisant. On en a déjà établi un second, et on parle d'en établir un troisième.

A Londres le nombre moyen des décès est de 20 à 30 par jour. Les différents rapports de l'intérieur de l'Angleterre et de l'Ecosse du 20, annoncent 369 cas de cette maladie et 136 décès. A Dublin, le 16, il a eu 174 cas, et 55 décès.

Le *Times* annonce avoir reçu de Portsmouth, par estafette, la nouvelle que dans la nuit du 9, trois régimens miguélistes, le 9e., le 14. et le 19e., se sont réunis aux forces de don Pedro, à Villa Nova ; un quatrième régiment a essayé d'en faire autant, mais par ordre du colonel Martinez de Martini on a tiré dessus et il a été dispersé. Le capitaine d'une des goëlettes de Tercère a été tué par une balle, en aidant au débarquement des troupes.

On fait beaucoup déloges du major Popham Hill, de l'île de Wight, qui commande au corps d'Anglais, et auxeforts duquel on attribue en partie le succès du débarquement. Les Français n'ont, à Lisbonne, qu'une seule frégate, la *Melpomène*, de 60 canons ; mais cette frégate leur a suffit pour empêcher le départ de deux vaisseaux de ligne portugais, alléguant que ces vaisseaux appartenaient à la France, et que s'ils osaient lever l'ancre, la frégate se mettrait entre eux et le fleuve. Cette menace a suffi—les vaisseaux n'ont pas essayé de quitter leur place.

Un autre rapport dit que l'armée de Miguel a prise position à Aveiro, ville située à moitié route de Lisbonne à Coimbre, où l'on pense que le principal combat aura lieu. Jusqu'à présent, aucun mouvement n'a eu lieu à Lisbonne en faveur de don Pédro ; cette ville paraît être décidément miguéliste.

Une lettre de Madère, du 20, dit que le *Conde de Madeira*, navire de don Pédro qui croise devant ce port, a capturé le navire *Restaurador*, chargé de dépêches pour le gouvernement de l'île.

D'après une lettre de Porto, don Pédro, le marquis de Palmella et le comte de Villaflor étaient pleins d'espoir, et complètement entrer à Lisbonne le 24. Palmella jouit de toute la confiance de l'ex-empereur.

S'il faut en croire le *Standard* de Londres, du 19, "les choses s'approchent d'une crise en Belgique. Demain, dit ce journal, est le dernier-jour final," et les deux parties se préparent de toutes leurs forces à une lutte immédiate. Dans la séance du 12, à Bruxelles, le ministre des affaires étrangères a déclaré qu'il lui était impossible de nommer le jour où l'on aurait recommencer armes, quoique ce jour fût peut-être déjà fixé."

La *Gazette d'Etat* de Berlin contient le paragraphe suivant, qui nous paraît d'une haute importance :—

"L'ambassadeur anglais a déclaré qu'on préparait une flotte destinée à employer des mesures de rigueur contre la Hollande, pour obtenir l'évacuation de la citadelle d'Anvers ; *mais notre gouvernement est fortement opposé à cette résolution, et a déclaré que ni les Français, ni les Belges, ni les Anglais, n'occuperont la citadelle avant que les affaires soient complètement arrangées.*"

Le mariage de Léopold avec la fille de Louis Philippe était fixé irremissiblement au 7 août ; il devait être célébré à Compiègne, avec le moins de dépenses possibles—C'est sans doute Louis-Philippe qui en fait les frais.

Ces nouvelles disent bien peu de choses de la France. L'article suivant a été répandu à profusion dans Paris, et glissé dans la boite du *Nouvelliste* :

"MADAME a quitté l'ouest, mais elle s'est arrêtée dans les environs, sembre des moyens de s'en rapprocher.

Son altesse royale ne quittera pas la France. Elle se rappelle que le sang de Henri IV et de Marie-Thérèse coule dans ses veines. Les dangers qu'elle a déjà surmonter depuis deux mois ont développé tout son courage.

Quand la France est menacée; quand les puissances étrangères, ne trouvant pas dans la situation de notre [illegible] garanties qui peuvent assurer la paix à l'Europe, méditent une invasion, la mère de Henri V veut rester au milieu des fidèles Français qui défendent le sol de leur pays.

Cette idée explique la tranquillité de l'ouest. Autrement elle ne pourrait pas être comprise, car les Vendéens n'ont pas dégénéré, et on peut se rappeler quels efforts ont coûté naguères pour conquérir ces constans défenseurs du trône et de l'autel."

Si tout cela est vrai, il faut que les carlistes aient une fiere dose d'audace, ou qu'ils soient bien assurés de n'être pas inquiétés, pour oser faire publier ainsi leur [illegible] par un des organes du ministère de Louis-Philippe!

Les efforts continués des journaux de l'opposition, pour montrer sous un jour défavorable la conduite de M. Gordon relativement à la saisie du sucre dissous dans le sirop, ne servent qu'à montrer l'importance de la place de collecteur, et quelles grandes obligations les habitants de cet état ont, pour le zèle avec lequel il a protégé leurs intérêts. Si M. Gordon n'a pas des mesures moins vigoureuses, il est évident que tout le sucre nécessaire à la consommation du pays aurait été importé, en état de liquéfaction, en ne payant qu'un droit de 15 pour 100, *ad valorem*, ce qui en supposant le prix de 8 livres fait moins d'un demi *cent par livre*. Quoique l'introduction de ces articles ait été aussi promptement arrêtée, les effets en étaient déjà sensibles, dans la baisse du prix du sucre; et conséquemment il n'y avait pas lieu de s'étonner des plaintes élevées par des individus contre la violation des lois des protections qui leur étaient garanties par les lois du pays, surtout sachant que des spéculateurs à Boston, à New-York et à Philadelphie se préparaient à commencer de vastes spéculations sur cet article.

Quant au prétendu sirop importé par M. Goodale et que M. Gordon, dans de son devoir de saisir, il suffit de dire qu'on vient en extraire 2 livres d'une caisse de sucre bien grainé tiré de 60 liquide, par le simple procédé de l'évaporation. Il y en a aussi deux ou trois barriques, que quelques personnes ont vues en liquéfaction; et qui déjà sont presque toutes grainées par le même procédé. Que M. Gordon, avec l'entière connaissance des faits, ait jugé comme légale cette tentative de lui faire recevoir un tel article pour du sirop, c'est ce qui passe notre croyance, et nous ne pouvons nous persuader non plus qu'il ait fait la promesse positive de présenter cette affaire au département du trésor sous un jour favorable; s'il eût agi ainsi, il se fût écarté de ses devoirs et il se fût mis en contradiction avec toute sa vie passée.

Ces remarques nous sont inspirées par un article portant la signature de M. *Goodale*, que nous remarquons dans le *New-Orleans Gazette* d'hier matin, et que nous croyons assez important pour le transférer dans nos colonnes. Nous appelons particulièrement l'attention des habitants sur le passage imprimé en italiques; et quand ils l'auront lu, nous sommes certains qu'ils partageront, avec M. Gordon, "qu'il est "heureux qu'on ait prévenu la possibilité du renou "vellement d'une semblable tentative pour éviter les "lois de douane, par une disposition et sage et oppor "tune d'un acte récent du congrès (dédiéé par le "secrétaire actuel de la trésorerie), par lequel le "*sirop pour faire du sucre* est soumis au même droit "que le sucre dont il se compose. Par cette disposition les intérêts des habitants sont placés sur une "base sûre et solide, et mis à l'abri des différences "d'opinion des officiers de douane, aussi bien que "des cours et du jury."

Tornant là nos observations, nous soumettons les explications de M. Goodale, en laissant à M. Gordon le soin de rectifier lui même ce qui peut lui paraître erroné, ou mériter une réfutation:—

"AUX ÉDITEURS DE L'EMPORIUM.

"Messieurs,—J'ai lu, il y a peu de jours, dans votre feuille quelques observations relatives à l'importation de sirop faite par moi et dont la saisie par M. Gordon a été si injustement applaudie par certains habitants sucriers, auxquels les circonstances ont été mal rapportées et l'article mal représenté. Votre rapport, en tant qu'il s'accorde avec les *faits* suivants, était exact.

Vers le commencement de l'année passée, je fus informé que les raffineurs du Nord avaient importé, avec beaucoup d'avantage, du sirop de batterie des Indes occidentales. J'eus l'idée que du sirop réel conviendrait encore mieux, parce que les droits ne fussent pas trop élevés. En jetant un coup d'œil sur le tarif, j'y vis que le *sirop réel* était cote à 15 pour cent *ad valorem*. Je me décidai à tenter l'expérience, et j'envoyai à Matanze où je me procurai quelques boucauts de *sirop réel* et quelques autres de *sirop de batterie*, qui arrivèrent ici en mai 1831. Je me rendis à la douane, avec la lettre d'envoi, et j'observai à M. Gordon que je croyais avoir à demander l'entrée d'un nouvel article. Il regarda la lettre d'envoi et me fit observer qu'il avait déjà été importé de cet article, et que j'en tirerais un bon parti (that I would find it to answer extremely well). Je lui dis que c'était une expérience, et que si elle répondait à mon attente, j'en importerais beaucoup. *Je payai le droit à 15 pour cent. Trouvant que l'article répondait à mon attente, je pris des arrangemens pour en importer beaucoup, et j'envoyai un agent à Matanze pour diriger son envoie; je reçus en juillet de l'année dernière la première cargaison, qui fut entrée sans difficulté à la douane, le droit compté à 15 pour cent, comme il le fut aussi subséquemment pour deux autres cargaisons. Le premier avis d'une difficulté avec la douane, me vint en août de l'année dernière.* Après avoir entré la quatrième cargaison, comme d'ordinaire, et au moment où je sortais de la douane, M. Gordon m'envoya appeler et, à mon étonnement, me dit qu'il croyait devoir saisir mon sirop; que les habitants se plaignaient beaucoup; et que comme collecteur il croyait de son devoir d'avoir égard à leurs plaintes. Je lui demandai sur quoi il se basait pour saisir mon sirop. Il me dit qu'il le saisirait comme étant du sucre. J'offris de fournir caution pour le paiement des droits sur le sucre, et de référer le cas au secrétaire du trésor; mais rien ne put y faire, et, à moins que je ne l'entrasse comme du sucre, il voulait le saisir; je lui répondis alors qu'une saisie impliquait contravention (fraud) aux lois de douane, et que, par la franchise avec laquelle j'avais dirigé cette affaire avec la douane, j'étais sûr que je ne méritais pas qu'on qualifiât ma conduite de cette imputation. Il me dit que cette fois tout avait été fait légalement et ouvertement, et qu'il aurait soin que les choses fussent représentées au secrétaire de la trésorerie de manière à ne laisser aucune idée de fraude, ou d'intention de frauder, de ma part. Jusqu'à quel point il a tenu cette promesse, sa lettre au secrétaire nous le prouvera. Je ne crois pas qu'il y ait, du Maine à la Nlle.-Orléans, un seul négociant, un seul homme d'affaires, qui, en prenant une connaissance exacte des circonstances dans lesquelles cette saisie a été faite, ne déridât qu'elle est arbitraire et vexatoire au dernier point, et sans exemple depuis la formation de nos lois de douane." Je vais à la douane et je produis une lettre d'envoi de boucauts de sirop réel, j'explique comment il est fait, c'est-à-dire qu'il est fait comme tout le sirop, avec du sucre bouilli dans de l'eau. Le sirop est examiné à bord du navire par plusieurs personnes, dont la plupart des habitants choisis par le collecteur; ses employés font tous les efforts possibles pour en extraire du sucre, mais on n'en peut pas trouver. Enfin, en dernier lieu, deux ou trois des habitants, qui connaissaient la fabrication du sucre, prennent la poêle du cuisinier et commencent l'opération; mais trouvant, je crois, qu'il faudrait trop d'évaporation, ils renoncent à leur projet, par où le cuisinier gagna à mes dépens. L'avocat des États-Unis rédigea un papier qui fut signé par la plupart ou par tous ces messieurs, par lequel ils déclaraient qu'ils avaient examiné les boucauts contenant soi-disant du sirop, et qu'ils avaient trouvé qu'ils contenaient *sucre en liquéfaction*, nouveau nom donné au sirop. Nombre d'habitants auxquels l'affaire avait été mal représentée, vinrent croyant voir des boucauts pleins ou à peu près de sucre un peu huileuté; et conséquemment il n'est pas été aussi bien de dire en tant de mots que les boucauts contenaient du sirop, et c'est pourquoi l'on adopta l'autre dénomination donnée au sirop, celle de *sucre en liquéfaction*. Dès le moment de la saisie et jusqu'à présent, le collecteur a montré la plus grande ignorance sur ce sujet; il dit aux personnes nommées par lui pour inspecter ce sirop, qu'il était probable qu'il contenait douze livres de sucre, et peut-être quatorze, par gallon, quand les employés l'avaient pesé et avaient trouvé qu'il pesait (eau et tout) environ onze livres. Il avait des employés constamment en surveillance pendant que on déchargeait, pour ramasser les morceaux de sucre candi qui se fermaient autour des boucauts et qui en tomberaient quand ces derniers s'ouvriraient à la douane : un ou deux boucauts qui s'ouvrirent sur la levée, y furent transportés, en partie pleins, et placés dans le bureau du collecteur ; avec le temps, ils ont formé une quantité considérable de candi, ce qui est la preuve la plus évidente que l'on puisse produire, que c'était originellement du sirop réel. " *N. Goodale.*"

GUERRE DES SAUVAGES.

Le Dr. Harney, chirurgien de l'armée des Etats-Unis, arrivé mardi dernier du siége de la guerre par le bateau à vapeur *Sénator*, a eu la complaisance de nous donner les détails suivans :

Deux jours après l'action décisive qui eut lieu près du Mississipi entre les sauvages et l'armée des Etats-Unis, et dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, les Sacs et les Foxs qui avaient échappé à la poursuite des blancs en traversant le Mississipi, furent surpris par les Sioux dans la nation des Ioïs ils avaient passé, au lieu où ils avaient campé, et au moment où ils bellaient leurs chevaux pour continuer à faire route, soixante d'entre eux furent tués par les Sioux, qui firent de trente à quarante prisonniers, la plupart femmes ou enfans; il fut aussitôt en commandant du poste à la Prairie du Chien.

Il paraît que les Winnebagos, amis prétendus des blancs, voyant que les Sacs et les Foxs avaient été connus, et qu'ils auraient le même sort s'ils se déclaraient ouvertement contre leurs armée, voulant donner aux blancs une nouvelle preuve de leur dévouement prétendu, prirent le fameux chef Prophet, dont le courage, la réputation et l'influence ne le cèdent en rien à celles de Black Hawk ; il devait, être conduit à la Prairie du Chien le 22 du mois dernier. La bande des Sacs et des Foxs amis des blancs s'est emparée de Pope, autre chef aussi célèbre encore que Black Hawk, et qui comme lui aurait été mis au pouvoir des blancs. Quant à Black Hawk lui-même, les généraux de l'armée ont, en quelque sorte, assuré sa prise en recommandant à toutes les nations voisines de ne point le recevoir dans leur pays et de faire connaître aux blancs le lieu de sa retraite.

On considère la guerre avec les sauvages comme entièrement terminée ; les troupes repartiront pour leurs postes respectifs aussitôt après que les Winnebagos auront paru devant les blancs pour recevoir des reproches sur la conduite perfide qu'ils ont tenue pendant cette guerre, et pour conclure un nouveau traité.

Les troupes parmi lesquelles s'était déclaré le choléra, sont parfaitement rétablies ; il est à remarquer aussi qu'aucune maladie ne règne dans les compagnies qui sont parties du fort de Bâton-Rouge pour se rendre aux alentours à les voir arriver dans quinze ou vingt jours à cette époque, tout sera absolument terminé. Le 10 du courant est le jour fixé pour le terme définitif de la campagne.

D'après les demandes faites par le gouvernement pour la fourniture des provisions aux différents postes militaires des Etats-Unis, il paraît qu'on va renforcer notre garnison de deux compagnies de plus. Le bouleversement occasionné parmi les troupes par la guerre des sauvages a été cause qu'elles n'ont point été envoyées plutôt. (*Gaz. de Bâton-Rouge.*)

Le *Standard* de New-York, du 24 août, contient ce qui suit :

"Le masque est jeté—*le Courier and Enquirer* avoue son apostasie, il répudie le parti républicain et James Watson Webb réclame pour lui seul l'honneur d'avoir effacé des colonnes de ce journal les noms de Jackson, de Van-Buren et de Marcy."

La principale édition du numéro d'hier du *Courier* nous dispense, même quand nous y serions obligés, de publier le manifeste plein d'hypocrisie et de fausseté de ce traître d'honneur.

Que *son contrat avec la Banque des Etats-Unis* l'ait obligé à démentir toutes ses précédentes professions de foi sur son attachement personnel et politique au général Jackson, c'est possible, ce n'est même pas douteux : mais *cette raison* n'en était pas une pour effacer les noms de *Van-Buren* et de *Marcy*, qu'il avait arboré contrairement à leur désir et en défiance du parti dont il avait recherché et obtenu le patronage, à un degré qui ne peut être comparé qu'à la duplicité avec laquelle il a depuis trahi ce même parti.

Jusqu'à l'heure où le président a écrit le mot *veto* sur le bill pour le renouvellement de la charte de la Banque des Etats-Unis, aucun journal du pays n'a prôné plus haut l'éloge du général Jackson, de ses services civils et militaires et des mesures de son administration, à la seule exception de sa conduite envers la Banque des Etats Unis. Et de cette époque date, à ce qu'on croit généralement, le contrat par lequel le *Courier* s'est obligé à garder temporairement le silence et à combattre ensuite ouvertement le *veto* auquel on s'attendait. Loin que le *Courier* ait cru que le président eût cédé à une faiblesse physique ou mentale, ou se fût écarté un moment de ses principes, James Watson Webb imprima que les motifs allégués contre la Banque étaient une méchante invention d'un parti politique dépravé et réduit au désespoir, et qui préférait des fléaux tels que "la guerre, la peste et la famine" à la réélection de celui qui avait comblé de gloire son pays.

Ce même M. Webb proclamait quotidiennement au peuple, que la *réélection d'Andrew Jackson était essentielle au bonheur et à la durée de l'Union* ; maintenant, en parlant du même homme, il pose cette question : "A-t-il donné une preuve personnelle de son *patriotisme*, en refusant d'être réélu au pouvoir exécutif ?" Et, cependant, à quelques lignes de cette question, ce Judas à deux visages dit : "Je dis que ceci ne trompe pas sur mes paroles, *je n'accuse pas, je n'accuserai jamais* son PATRIOTISME et son INTEGRITÉ!!

Ce Protée voudrait nous faire croire qu'il *s'est glissé* "secrètement" dans le *Courier*, en 1828, un article contre la Banque, et que ses yeux d'argus ne l'aperçurent pas d'abord ; mais comment agit-il *quand* il l'eut vu ? Eh bien, il dit "qu'on lui *persuada* que la Banque était employée *comme machine politique* pour soutenir l'*élection d'un candidat rival à la présidence*," et en conséquence, dit-il, "je *consentis* aux attaques qui furent dirigés contre elle durant les *seize mois* suivants!!!" Mais, au bout de ce temps, Silas E. Burrows et Nicolas Biddle le *convainquirent* avec de l'*or* qu'il n'y avait *rien de politique* dans les vues de l'opposition, et alors, dans le plénitude de ces grands principes dont il s'est toujours vanté—alors, dit-il, *je rappelai* le journal, de la position injuste et inconvenante qu'il avait prise, et je me prononçai *chaudement* pour le renouvellement de la charte, avec des modifications ..... Mais pourquoi, lorsqu'en avril 1831 la corruption sculla pour la première fois ses palmes, ne dénonça-t-il pas le président comme un imbécille, ainsi qu'il le fait aujourd'hui? Pourquoi ne nous a-t-il pas dit alors quesse mettre sur les rangs pour être élu une seconde fois, c'était montrer un manque de "patriotisme" ? La réponse est facile. Il ambitionnait le patronage exécutif—le patronage de ces emplois mêmes qu'il dit être remplis par des "agioteurs politiques (*political gamblers*)." Il l'a obtenu en continuant à défendre Andrew Jackson—il s'en est flatté. C'est là ce qui a donné cours au journal, et, à *lui*, un nom *honorablement gagné*. C'est cela, et cela seul, qui l'a mis à même d'insulter tout homme public qui osait penser par lui-même—c'est par cette raison qu'il parlait du *Courier* comme du journal dont la corruption eût été probablement le plus efficace pour la Banque—et c'est encore cette raison jointe aux *faveurs de la Banque*, qui a permis à cette feuille d'exister jusqu'ici.

Ceux qui liront le manifeste du *Courier* verront que le principal et presque le seul motif qu'il allègue pour avoir déserté ouvertement la cause du président, c'est le *veto*. L'éditeur apostat vient de découvrir que la proposition d'établir une Banque du Trésor, faite par le président en 1830, est "si absurde en elle-même, tellement opposée aux institutions libres de notre pays, et prouve une si grande ignorance des premiers principes du système des Banques, et des besoins du peuple, qu'il ne peut se trouver un seul ami qui ait assez de hardiesse pour l'approuver"—et cependant le *Courier* l'a approuvée, aussi bien que les autres messages dans lesquels il est parlé de la Banque, sans en excepter celui où le président a dit que la *constitutionnalité* de la charte "était, *à juste titre*, mise en question par une *grande partie* du peuple américain."

La résolution contre la Banque, proposée à notre législature, en 1831, par M. Morehouse, avait pour auteur James Watson Webb. *Ce* n'était pas là un article glissé "secrètement" dans le *Courier*, mais c'était le *propre* projet de *M. Webb*, dont l'accomplissement fut *pressé par lui* jusqu'au moment où ses différends avec Silas E. Burrows furent applanis. Alors, comme il l'a dit en repoussant, le printemps dernier, l'accusation de corruption dirigée contre loi, il donna avis à M. Noah, qu'il était en faveur du renouvellement de la charte de la Banque, avec des modifications—alors, ainsi qu'il l'a déclaré, il alla à Albany, pour empêcher l'adoption de la résolution de Morehouse.

L'apostat qui "n'accusera jamais le *patriotisme* et l'*intégrité* du président", demande s'il a tenu ses promesses."

L'apostat accuse le président d'avoir gêné, "par le patronage de l'exécutif, la liberté des élections ;" et, cependant, l'un des premiers actes de cet honnête éditeur qui se déclare "pour les principes et non pour les hommes," fut de s'unir à M. Noah, ingénieur de ce port, afin d'obtenir son influence ; ensuite il mendia le patronage de tous les employés du gouvernement, qu'il pouvait approcher, sans en excepter le marshal de ce district ; et il y mettait tant d'ardeur, qu'il signa un compromis pour partager avec le *Commercial Advertiser* le bénéfice de ce patronage; et puis il inséra le marchal dans son journal, en déclarant qu'il ne publierait pas ses avis aux conditions qu'il avait souscrites. Bien plus, il n'y a guère qu'un mois, il insistait pour partager avec l'*Evening-Post* la publication des contrats de la poste, quoiqu'ils vinssent d'un de ces employés qu'il appelle maintenant des *agioteurs politiques* qui se sont *réchauffés* aux *confidences* du président.

Mais, il nous faut finir pour aujourd'hui. L'apostasie du *Courier*, si basse que rien ne l'a jamais surpassé dans l'histoire de la presse, aura une influence salutaire. Elle apprendra aux républicains des différents états, que le moment d'agir est venu—que la lutte qui va commencer avec d'ardens et infatigables ennemis va prendre un nouvel aspect, qui exigera tous leurs efforts. Qu'ils se rappellent que leur cause est bonne, qu'ils veulent la réélection d'un président qui, par son *veto* seul, a gagné un nouveau titre à leur affection et à leur appui. Qu'ils ont en Martin Van-Buren un des leurs à honorer, un homme que cet apostat lui-même a déclaré tant et plus de fois devoir être vice-président à cause de sa capacité, de son intégrité, et de son attachement à Andrew-Jackson, et contre lequel l'apostat n'ose pas, ne peut pas dire un seul mot. Qu'ils se rappellent qu'ils ont soulevé contre eux une institution corrompue qui a acheté des *hommes* et qui prétend "acheter des votes comme on achette des animaux au marché." Les fermiers du New-York seront-ils vendus par un journal tel que le *Courier*."

EXTÉRIEUR.

FRANCE.

PARIS, 16 juillet.

BRUITS DE GUERRE.

On écrit de Berlin, sous la date du 5 juillet :

"On croit généralement à la guerre, et on peut assurer que les deux partis opposés la désirent également. Les serviles espèrent qu'elle leur fournira les moyens d'étouffer le libéralisme et de ramener le bon vieux temps. Les libéraux, de leur côté, pensent que, de quelque manière que se dessine la fortune, la liberté ne pourra que gagner. En attendant, on se précautionne où on veut ne pas être surpris, dans le cas où les hostilités viendraient à éclater tout-à-coup. Il y a sur les bords du Rhin et en Westphalie quatre corps d'armée, dont la force pourrait en quelques semaines, au moyen de la landwehr, être portée à 180 mille hommes, avec 3 ou 400 pièces de canon. Une masse également compacte suivrait immédiatement, et la France ne saurait espérer de gagner un pouce de terrain sans s'acheter par la plus sanglante lutte. Aussi prussien ne désespère ses drapeaux quand bien même il pénétrait autrement que les gouvernans. On ne sait pas chez nous ce que c'est que la raison sur le champ de bataille, et la haine contre la France, surtout dans les provinces, est toujours une affaire nationale.

"On dit qu'on s'occupe en ce moment d'une loi générale relative à la presse: à juger son esprit par ce qui se passe aujourd'hui, nous aurons plutôt augmentation que diminution des rigueurs de la censure. La mesure de transporter dans différentes forteresses, particulièrement en Silésie, pour y travailler aux fortifications, les Polonais qui se sont réfugiés en Prusse, donne lieu à de vives discussions et quoique, à la fin, le gouvernement doive céder à ses propres intérêts, et à la fin le gouvernement doive céder à ses propres intérêts, et à la fin le gouvernement doive céder à ses propres intérêts, et à la fin